



Etude de préféabilité de la rénovation de la Formation Agricole et Rurale dans 6 états présélectionnés au Nigeria

Note de synthèse

Emmanuel Aseh Vitung

Cette note de synthèse présente les principaux résultats et leçons tirées d'une étude de préféabilité de la rénovation du dispositif de formation agricole et rurale au Nigeria.

L'étude qui a été réalisée de mars à avril 2021 à la demande du gouvernement nigérian et de l'AFD, fait suite à l'étude d'opportunité conduite par l'auteur en mars 2020 sous l'égide du Réseau FAR. A l'issue de cette étude d'opportunité, 6 états avaient été sélectionnés en concertation entre le Ministère Fédéral des Finances, du Budget et du Plan National, et l'AFD pour faire l'objet d'une étude de préféabilité plus détaillée. Ces états sont Plateau, Benue, Kano, Oyo, Imo et FCT. Cette étude s'inscrit dans un processus d'instruction devant permettre aux autorités nigérianes de préparer une requête auprès de l'AFD pour l'obtention d'un financement destiné à la mise en œuvre de la phase pilote du projet de rénovation du dispositif de formation rurale et agricole dans ce pays.

Première puissance économique du continent africain devant l'Afrique du Sud, le Nigeria est aussi une puissance politique régionale de la CEDEAO, dont il représente environ 80% du PIB. Le secteur des hydrocarbures domine l'économie du pays car il représente 95% des exportations et 15% du PIB. La chute des cours du pétrole a une incidence importante sur les ressources du pays et sa croissance entraînant une chute de 6% en moyenne ces dix dernières années. Le secteur agricole emploie plus de 70% de la population du pays et représente environ 20,2% du PIB du pays. Le Nigeria dispose d'importantes ressources agricoles, d'une superficie immense de terres cultivables, des conditions agro-écologiques variées et deux des plus grands fleuves d'Afrique, ce qui peut permettre la transformation totale de son agriculture. En fait, depuis 2015 l'un des objectifs visés par le gouvernement du Nigeria est d'engager une transformation structurelle de l'économie mono-produit (le pétrole) en une économie industrialisée diversifiée pour faire notamment de l'agriculture et de l'agro-alimentaire « le nouveau pétrole » du pays. Pour ce faire, l'administration centrale entend opérer une transformation rapide de la production agricole et agro-alimentaire nationale. Cette transformation agricole pourra aussi contribuer de manière significative à résorber le chômage galopant des jeunes. Une telle transformation passerait par un dispositif de formation agricole performant et adapté à la formation des jeunes qui pourront s'installer dans le secteur pour promouvoir le développement des chaînes de valeur des filières stratégiques. Cependant le dispositif actuel de la FAR n'a pas beaucoup évolué au cours des 30 dernières années et n'est donc pas adapté à ces nouveaux enjeux et défis du secteur agricole.

Le cœur de l'étude s'est fondé sur les informations recueillies sur le terrain au cours d'une mission de 6 semaines menées par l'auteur et un autre expert du Réseau FAR, avec un appui à distance par un expert international. Sur place un comité de pilotage provisoire a été mis en place, rassemblant les représentants des 4 Ministères Fédéraux potentiellement concernés par le projet : Finances, Education, Agriculture, Science et Technologie. Ce comité devait veiller à la réalisation dans les meilleures conditions de l'étude, et à l'organisation de l'étude de faisabilité à la fin de l'année permettant l'instruction du projet et de sa mise en œuvre.

L'étude devait permettre d'approfondir les premiers axes d'intervention potentielle identifiés en 2020:

- Rénovation du dispositif de formation agricole et rurale,
- Développement de services et fourniture de ressources aux acteurs du secteur dans des structures de formation pilote rénovées,
- Renforcement de la coordination et du pilotage entre le niveau fédéral et le niveau des Etats, en association avec les acteurs du secteur privé,
- Amélioration du financement et de la gouvernance du système.

L'étude devait également permettre d'approfondir l'insertion des femmes dans le dispositif de formation et d'installation, ainsi que l'adaptation au changement climatique auquel l'agriculture nigériane est particulièrement sensible.

Sur le terrain 70 visites ont été effectuées, entre le 26 Avril et le 28 Mai 2021, selon la répartition présentée dans le tableau suivant :

Organismes	Nombre visités et enquêtés
Centres de formation et/ou de recherche agricole	26
Administrations	15
Agences de développement	10
Organisations Professionnelles Agricoles	6
Bailleurs de fonds	5
Banques	4
ONG	4
TOTAL	70

Toutes ces visites ont permis de disposer d'un corpus très important de données indispensables pour l'étude de pré-faisabilité, de faisabilité et la suite de l'instruction du projet.

Dans chacun des Etats visités, une analyse des forces, faiblesses, opportunités, menaces (FFOM ou SWOT) du dispositif de formation agricole et rurale a été effectuée et complétée par une cartographie des acteurs. Cette cartographie s'est avérée très complexe dans la mesure où le système de formation agricole actuelle est organisé en 4 niveaux : fédéral, état, local et le niveau de la structure de formation dans son microenvironnement. De plus, il n'y a généralement pas de système centralisé de gouvernance et de pilotage du dispositif de la FAR.

Les principales forces observées au cours de l'études sont les suivantes :

- i) L'enseignement supérieur et la recherche en agriculture sont bien développés et efficaces : Les institutions universitaires chargées des formations tertiaires bénéficient des appuis financiers du gouvernement à travers un fonds d'appui (Tertiary Education Trust Fund – TETFUND) dont la rubrique de financement de prédilection est la construction des infrastructures (salles de classe, bureaux, laboratoire etc.). Cependant, en ce qui concerne la formation agricole, seules les structures dites 'polytechniques' peuvent bénéficier de ces fonds. Evidemment, tous les collèges d'agriculture ont développé l'appétence pour accéder à ce statut même au détriment de la qualité de la formation offerte. Voir ci-dessous les photos des constructions financées par TETFUND dans certaines universités et collèges polytechniques d'agriculture.

Des infrastructures construites avec les fonds TETFUND au Collège Polytechnique Agricole d'Umuagwo dans l'Etat de Imo



Des batiments financés par TETFUND à l'Université Agricole Joseph Tarka Sarmuan (Ancien Université Fédéral de Makordi dans l'état de Benue

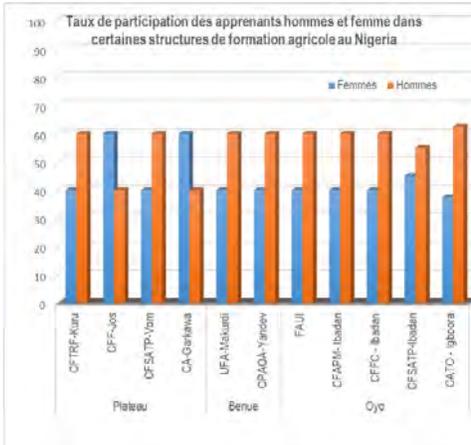


- ii) Une forte volonté du gouvernement fédéral et des gouvernements des États existe pour transformer l'agriculture et en faire un pilier de l'économie.
- iii) Il existe des politiques agricoles nationales avec une stratégie claire pour la formation agricole.
- iv) Le gouvernement apporte un soutien fort dans la fourniture d'intrants agricoles.
- v) Les agriculteurs sont bien organisés (OPA) autour filières stratégiques.

- vi) L'intérêt et le niveau de participation des jeunes filles dans les programmes de formation agricole et rurale sont relativement élevés et croissants. Les statistiques ci-dessous présentent la participation des jeunes apprenants (filles & garçons) dans les programmes de formation agricole dans les 2 états du nord de Nigeria parmi les 6 états visités.

Tableau 2. La participation des jeunes apprenants (femmes / hommes) dans les états de Plateau et de Kano au nord du Nigeria

Etats	Structures de formation agricole / connexe	Proportion des apprenants (%)	
		Femmes	Hommes
Plateau	CFTRF-Kuru	40	60
	CFF-Jos	60	40
	CFSATP-Vom	40	60
	CA-Garkawa	60	40
Benue	UFA-Makurdi	40	60
	CPAOA-Yandev	40	60
Oyo	FAUJ	40	60
	CFAPM- Ibadan	40	60
	CFFC - Ibadan	40	60
	CFSATP-Ibadan	45	55
	CATO - Igboora	37,5	62,5
Moyenne		43,9	56,1



Sur la base de ces données, on peut conclure que les jeunes femmes deviennent de plus en plus intéressées par la formation agricole et connexe (foresterie, environnement, gestion des entreprises, les TIC etc..) et pourront jouer un rôle grandissant dans le développement agricole au Nigeria, surtout que son secteur agricole emploie plus de 70% de femmes qui ont la très grande responsabilité de nourrir la population grandissante et de fournir les marchés locaux et extérieurs en produits agricoles.

Les principales faiblesses observées sont les suivantes :

- i) Contrairement aux collèges fédéraux qui reçoivent des appuis substantiels du gouvernement fédéral et les collèges polytechniques qui peuvent bénéficier des appuis TETFUND, les établissements étatiques de formation agricole sont fortement dégradés et insuffisamment financés. En général, les infrastructures et équipements dans ces établissements sont soit insuffisants ou dans un état de délabrement très avancé. Les infrastructures périphériques tels que les dortoirs, laboratoires, ateliers pédagogiques et les équipements sont en général dans le même état. Le financement de la formation agricole au niveau des états et laissés entre les mains des pouvoirs politiques de chaque état et là où les hommes politiques qui arrivent au pouvoir n'ont pas une vision claire de l'importance de l'agriculture et de la formation pour renouveler et rendre plus compétent la force du travail agricole, les structures de formation sont laissées à elles-mêmes. Les inscriptions qui sont généralement à la baisse (*même si la population des femmes est à la hausse*) ainsi que la qualité de la formation dans ces structures étatiques ont été fortement influencées d'une part la perception plutôt négative par les jeunes surtout les garçons, du travail de la terre et d'autre part par la vétusté des infrastructures et des équipements. Voir les photos ci-dessous ;

Le bloc administrative (*gauche*) et un des dortoirs (*droit*) au Collège d'Etat du Plateau à Garkawa très délabrés du fait de manque des fonds pour les travaux de réhabilitation



Le laboratoire du Collège très peu équipé



Des tracteurs qui devaient servir à la formation des apprenants en panne au Collège Audu Bako dans l'état de Kano (*gauche*)



Un atelier pédagogique et de production (poulet de chair) abandonné faute des moyens



- ii) On constate un manque d'acquisition de compétences professionnelles durant la formation dans les Collèges d'Agriculture car lesdites formations sont portées par des curricula dépassés (certains datent de 1998) et rarement révisés. Par ailleurs, les formations sont très théoriques et décalées du contexte réel de l'agriculture au Nigeria et des évolutions technologiques en cours. Ainsi, il y a une rupture nette entre la formation et l'insertion professionnelle. Une formation qui n'intègre pas des technologies adaptées pouvant rendre le travail moins laborieux est peu attractive aux jeunes. De plus, le taux de jeunes formés en agriculture mais qui restent sans emploi est très élevé. Alors, quand les jeunes formés n'arrivent pas à trouver du travail ou à s'insérer dans le monde professionnel, leurs pairs se découragent et deviennent très réticent à s'inscrire pour une formation au même métier ;
- iii) Il n'y a pas de relations véritables entre les établissements de formation et l'entreprise ce qui ne favorisent pas la professionnalisation des apprenants lors de la formation. La formation professionnelle doit répondre, naturellement, aux besoins des entreprises. Cette exigence suppose que les entreprises et leurs organisations professionnelles soient capables d'identifier et de quantifier leurs propres besoins et que le système de formation maîtrise les méthodes de traduction de ces besoins en actions de formation. Des relations fortes entre les structures de formation et les entreprises peuvent donc contribuer à la mise en place des alternatives fiables,

pragmatiques et durables de formation, axées sur des pratiques d'alternance entre ces établissements et leurs entreprises partenaires. La maîtrise des pratiques qui font participer le professionnel / l'entreprise, une meilleure organisation des périodes de formation en entreprise (milieu professionnel) et la prise en compte des contraintes pédagogiques au niveau de l'entreprise et de la structure de formation relèvent d'un véritable savoir-faire qui nécessite un apprentissage de la part des différents acteurs du dispositif. Cet aspect manque cruellement au dispositif nigérian et doit être construit ;

- iv) Le Nigeria ne compte pas assez d'industries agroalimentaires pour permettre la valorisation locale et l'écoulement de nombreux produits agricoles. Le développement des chaînes de valeur des filières stratégiques pourrait créer tout au long des différents maillons, des opportunités d'emplois que le dispositif de formation pourrait saisir afin de développer des formations qui répondent aux opportunités émergentes d'emploi. D'ailleurs, en formation professionnelle, l'objectif est beaucoup plus la recherche d'une qualification en vue d'un emploi rémunérateur qui rendra l'individu autonome et non le seul plaisir d'apprendre ;
- v) Le dispositif de formation agricole, utilise peu de nouvelles Technologies d'Information et de Communication dans l'organisation et l'animation des formations ;
- vi) On constate que le système d'information sur les marchés est encore embryonnaire ce qui rend très difficile la commercialisation des produits des exploitations à des prix intéressants permettant aux jeunes promoteurs d'entreprises agricoles de gagner décemment leur vie ;
- vii) L'inclusion des femmes rurales dans les systèmes de formation agricole et les activités connexes de développement d'agri business est insuffisante ;
- viii) Du fait de la complexité dans l'organisation structurelle et administrative du Nigéria, la gouvernance de la formation agricole est répartie entre quatre niveaux différents : le niveau fédéral, le niveau des états, le niveau local et le niveau de la structure de formation dans son microenvironnement. Les structures qui interviennent à ces différents niveaux sont divers et ont des liens très complexes entre elles. Il n'y a presque pas de coordination et encore plus grave, très peu de dialogue entre elles. Ceci entraîne parfois une duplication des actions, et un gaspillage des ressources surtout financières ;
- ix) La formation des jeunes au niveau de base, a été presque totalement abandonnée au profit de la formation universitaire et au niveau intermédiaire (Brevet de Technicien – "*National Diploma*" ou de Technicien Supérieur - "*Higher National Diploma*"). La formation initiale et l'insertion des jeunes en agriculture constitue un enjeu majeur de développement car elle contribue au renouvellement des agricultures familiales et peut être un facteur clé du développement des territoires. Au Nigeria, le taux de chômage des jeunes âgés de 18 à 35 ans est très élevé (estimé à 53.4%). La formation agricole au niveau de base est donc un enjeu important pour le pays surtout en ce qui concerne le marché du travail, dans des contextes de croissance démographique forte et d'opportunités d'emploi insuffisantes dans les secteurs secondaires et tertiaires. La vétusté et le niveau de délabrement des infrastructures des centres de formation agricole à la base est une indication claire de l'abandon par les gouvernements des

états de la formation initiale à la base et peut-être d'une remise en question du rôle que peut jouer l'agriculture familiale au développement agricole national. Voir les photos ci-dessous.

Les salles de classe complètement abandonnées dans le Centre de Formation des Jeunes Agriculteurs de Mbatie dans l'état de Benue



Les infrastructures du Centre de Formation Songhai des Jeunes Agriculteurs d'Owerri dans un état de délabrement avancé

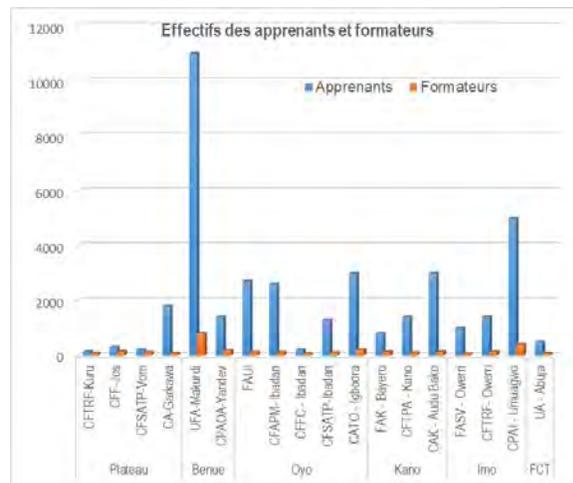


Une analyse du nombre des personnels formateurs dans les établissements fonctionnels de formation agricole, a révélé que tous ces établissements étaient en sureffectifs des formateurs. En fait, le **ratio formateur : apprenants** varie de **1 : 2** au Collège Fédéral de Technologie des Ressources Foncières (Plateau) à **1 : 23** au Collège d'Agriculture du Plateau à Garkawa et à **1 : 25** à l'Université Fédéral Agricole Joseph Samuan Tarka de Makurdi (Benue). Les détails des effectifs sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3. Ratio formateurs : apprenants

Etats	Structures de formation agricole / connexe	Effectifs des apprenants et formateurs		Ratio Formateur : apprenants
		Apprenants	Formateurs	
Plateau	CFTRF-Kuru	140	82	01:02
	CFF-Jos	300	155	01:02
	CFSATP-Vom	200	115	01:02
	CA-Garkawa	1800	80	01:23
Benue	UFA-Makurdi	11000	800	01:14
	CPAOA-Yandev	1400	176	01:08
Oyo	FAUI	2700	110	01:25
	CFAPM- Ibadan	2600	110	01:24
	CFFC - Ibadan	205	69	01:03
	CFSATP-Ibadan	1300	102	01:13
	CATO - Igboora	3000	208	01:15
Kano	FAK - Bayero	800	130	01:06
	CFTPA - Kano	1400	100	01:14
	CAK - Audu Bako	3000	130	01:25
Imo	FASV - Owerri	1000	60	01:16
	CFTRF- Owerri	1400	130	01:11
FCT	CPAI - Umuagwo	5000	400	01:13
	UA - Abuja	500	75	01:07

Figure 2. Effectifs apprenants - formateurs



Les visites ont également permis d'identifier des formules innovantes de formation dont le but est de préparer et d'accompagner des jeunes entrepreneurs agricoles (appelés "Agripreneurs"), notamment dans l'Etat d'Oyo. Pour les femmes le créneau de la transformation agroalimentaire à petite échelle est une voie à développer, trop peu d'établissements de formation disposant du matériel pilote et d'équipements de première transformation à cet effet.

A partir de ces analyses il a été possible de définir et valider avec les bénéficiaires potentiels 3 principaux résultats attendus pour le futur projet de rénovation de la FAR :

1. Renforcement de la qualité de l'offre de formation agricole et rurale pour mieux couvrir les premiers niveaux de formation, tant initiale que continue ;
2. Augmentation du nombre de jeunes agriculteurs, de promoteurs d'agrobusiness et d'opérateurs formés dans les différents maillons de la chaîne de valeur allant "de la fourche à la fourchette" ;
3. Institutionnalisation et financement pérenne de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels agricoles.

Pour atteindre ces résultats les principales activités à mener dans le projet ont été définies et regroupées en 3 composantes. Les activités proposées sont toutes issues des entretiens et des visites réalisées mais devront être confirmées et hiérarchisées lors de la prochaine étude de faisabilité prévue au second semestre 2021. Elles devront également être différenciées dans leur mise en œuvre en fonction des Etats pilote où de fortes disparités ont été observées (environnement scientifique, type de spéculations, proximité des marchés de consommation, etc.).

Une proposition d'organisation du futur projet a été faite en 3 composantes, répondant aux enjeux majeurs attendus et aux faiblesses observées sur le terrain :

Composante 1 : Modernisation des institutions fédérées de formation agricole

- ✓ **Sous-composante 1** : Réhabilitation des institutions de formation agricole
- ✓ **Sous-composante 2** : Renforcement des équipements des établissements de formation agricole

Composante 2 : Amélioration de la qualité de la formation et transition vers l'emploi

- ✓ **Sous-composante 1** : Amélioration de la qualité de la formation (institutions agricoles fédérales et étatiques)
 - Formation des formateurs
 - Appui à la rénovation des curricula en partenariat avec le NBTE
 - Formation continue et renforcement de la prestation de services aux agriculteurs / secteur privé
- ✓ **Sous-composante 2** : Renforcement des capacités des responsables administratifs et financiers des institutions de formation
 - Appui à l'innovation et à l'essor d'activités génératrices de revenu (formation continue, revente de services et productions, etc.)
- ✓ **Sous-composante 3** : Appui à l'installation et à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés

Composante 3 : Gestion de projet au niveau fédéral

- ✓ Sous-composante 1 : Unité de gestion de projet et d'assistance technique
- ✓ Sous-composante 2 : Suivi et évaluation
- ✓ Sous-composante 3 : Appui au dialogue interministériel

Composante transversale : lutte contre les inégalités de genre

- ✓ La réduction des inégalités de genre au sein du secteur agricole sera une composante transversale pour laquelle des activités spécifiques seront mises en œuvre.

Pour finir une analyse quantitative et qualitative a été menée pour déterminer parmi les 6 Etats visités quels étaient ceux qui présentaient à priori les meilleures garanties en termes de facilité de mise en œuvre du projet, d'impact potentiel et de durabilité, tout en sachant que l'engagement politique des Etats sera d'autant plus facile à évaluer que le projet sera plus avancé et plus concret. A l'issue de cette analyse 3 Etats pilote ont été proposés : Benue, Oyo et Plateau

L'Etat de Kano, présentant une évaluation globale proche de celle de l'Etat de Benue, n'a pas été retenu car il a été noté un manque d'intérêt du Ministre du Budget de cet Etat pour s'engager dans un tel projet et contracter un prêt. Par ailleurs la situation sécuritaire de cet Etat du Nord du Nigéria risque de présenter des difficultés au moment de la mise en œuvre locale du projet.

Les principales conclusions de la présente étude sont les suivantes :

1. Le projet devra être axé sur la formation de base et de niveau intermédiaire (collèges d'État d'agriculture pour la formation de niveau intermédiaire ND et HND, écoles publiques et privées / centres de développement des compétences pour les cours de certificat inférieurs), sous forme formelle ou non formelle, prenant en compte la formation initiale et continue.
2. La formation doit être orientée vers les marchés en donnant aux apprenants des compétences professionnelles pour y répondre, en complément l'acquisition de connaissances telle qu'elle se pratique aujourd'hui. Il faudra en tenir compte des différents maillons de la chaîne de valeur, notamment celui de la transformation / valorisation des matières premières.
3. Les interventions pédagogiques auprès des apprenants des centres de formation ne doivent pas s'arrêter après l'obtention du diplôme mais accompagner les jeunes dans leur insertion professionnelle, sur des pas de temps assez longs. Cette nouvelle dimension de l'acte pédagogique doit être progressivement reconnue par les autorités de tutelle.
4. L'enseignement supérieur et la recherche en agriculture, fruits de l'héritage de l'administration coloniale, développés d'avantage après l'indépendance, sont bien organisés et peuvent servir de relais / support pour certaines des activités du projet

La validation le 15 juillet 2021 de cette étude de pré-faisabilité par les principaux acteurs Nigériens identifiés en partenariat avec l'AFD, a permis la rédaction des termes de référence de l'étude de faisabilité qui sera menée à la fin de l'année 2021.